

# Aujourd'hui

LE MAROC

Directeur de la publication: Saïd Bouamrane

Quotidien d'informations générales - 1999 ansée - 12/1728 - Mercredi 23 septembre 2020 - 5 Saïaf 1424

## Edito

Par Saïd Bouamrane

### Mise en cohérence

Formée en décembre 2019, la Commission spéciale sur le modèle de développement travaille donc depuis presque neuf mois. Elle devait initialement rendre sa copie en juin mais au vu du retournement spectaculaire de la conjoncture à cause de la crise sanitaire, il était nécessaire de lui accorder plus de temps. D'un côté à cause de la perturbation du processus due au confinement mais surtout aussi pour permettre aux membres de ladite commission d'intégrer dans la vision proposée tous les enseignements intéressants et incontournables de l'épisode Covid-19. A trois mois de la nouvelle échéance, le rapport devant être rendu en décembre prochain, la commission devrait en ce moment et en toute logique disposer de l'ossature principale du nouveau modèle. Les trois mois qui restent devraient être consacrés au travail de compilation et de mise en forme. Mais entre-temps, un autre processus important se déclenche, à savoir le projet de loi de finances 2021. En décembre, au moment où le modèle devrait être dévoilé, la loi de finances 2021 sera bouclée, validée et votée. Du coup, la question qui se pose d'elle-même : que de l'articulation et de la mise en cohérence entre un nouveau cadre général des politiques publiques qu'est le nouveau modèle et une loi de finances qui, elle aussi, est la traduction de ces mêmes politiques publiques ? Qu'arrivera-t-il si cette loi de finances ne s'inscrit pas dans la nouvelle vision ? Faudra-t-il s'attendre à une autre loi rectificative en 2021 qui, de surcroît, sera une année électorale ?

ENTRETIEN AVEC PR MARHOUM EL FILALI KAMAL, CHEF DE SERVICE DES MALADIES INFECTIEUSES AU CHU IBN ROCHD DE CASABLANCA



## Vaccins Covid-19 : Le Maroc bien parti dans la course

Voir page 6-7

La DEPF relève des signes de redressement au deuxième semestre

### Les activités de commerce et loisirs reprennent

Voir page 8

Legatum Institute décortique les avancées du Royaume durant ces dernières décennies

### Le Maroc améliore son ouverture économique

Voir page 9

L'opération a bénéficié au 1er jour à environ 50 personnes

### Etablissement et renouvellement de la CNE pour les Marocains de Pologne



Voir page 9

Violences sexuelles à l'encontre des enfants



### La société civile appelle à de lourdes sanctions

Voir page 10

RECU DES RECETTES, AGGRAVATION DU DÉFICIT, CONTRACTION DE LA CROISSANCE... L'ANALYSE COMPLÈTE DE LA BANQUE CENTRALE

## Covid-19 : Le diagnostic inquiétant de BAM

Voir page 11

L'association Sourire de Reda publie son rapport d'activité

### Le suicide des jeunes aggravé par la pandémie

Voir page 12

Les travaux viennent de démarrer à Laâyoune

### La Cité des métiers officiellement lancée

Voir page 12

«Gharbaoul : L'envol des racines»

### Une expo-hommage à un parcours prolifique



Voir page 13

Souffrance des malades d'Alzheimer et de leurs familles

### Il est temps d'en parler

Voir page 13



UN MAROC EN BUIE

Madame le Secrétaire d'Etat à l'Habitat, Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Président du Conseil d'administration de la SIC ; Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux, Messieurs les Délégués du Gouvernement, Mesdames et Messieurs les Maires, Madame et Messieurs les Présidents des Ordres Professionnels, Mesdames et Messieurs, Chers Collaborateurs, Et Chers Invités, Je voudrais d'emblée remercier, au nom de Madame le Secrétaire d'Etat et en mon nom propre, Monsieur le Secrétaire Général pour les vœux aimables qu'il vient de nous adresser en votre nom et pour ses encouragements auxquels nous sommes particulièrement sensibles. Permettez-moi à mon tour, au nom de Madame le Secrétaire d'Etat et en mon nom propre, de formuler les vœux les plus sincères de bonheur, de santé et de succès pour vous et vos familles. Je souhaite également que nous associions en pensée à cette cérémonie nos collègues empêchés ou éloignés. Je les assure de toute ma sollicitude. Enfin, je vous invite à observer une minute de silence, en mémoire de ceux rappelés à Dieu au cours de l'année écoulée. Mesdames et Messieurs, Chers Collaborateurs, Comme l'a relevé le Secrétaire Général, l'année qui vient de s'achever a constitué pour notre pays une étape importante marquée d'abord par l'élection présidentielle du 09 octobre dernier. Et, si ce scrutin a été l'occasion pour tous les Camerounais de s'exprimer librement et sereinement sur le choix de leur président, il leur a aussi permis de se déterminer sur un programme tout autant politique qu'économique ou social, celui des Grandes Réalisations qui doit succéder à celui des Grandes Ambitions et marquer le Septennat de ses grandes réussites. Cependant et dans le même temps, notre pays a continué d'évoluer dans un environnement macroéconomique fortement déprimé par une crise financière durable ; crise dont les effets n'ont pas manqué d'affecter le niveau des recettes publiques et, par voie de conséquence, le budget de notre Département ainsi que son portefeuille de projets. Je ne reviendrai pas ici sur les grands projets que le secrétaire général a longuement évoqués devant nous ni sur le bilan de l'année écoulée. Ils rendent compte de l'ampleur de nos activités et traduisent fidèlement une exécution satisfaisante de nos missions et de la Feuille de Route que nous avait assignée le Chef du Gouvernement, en application des très hautes prescriptions du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA. Vous avez donc beaucoup fait et je vous félicite (sans prétendre au cynisme, chacun voudra bien se reconnaître ici à l'aune de son mérite) pour votre engagement, votre ardeur au travail et votre adhésion aux valeurs du service public, tout au long de l'année 2011. Mais, si comme l'a souligné le

Secrétaire Général, beaucoup de choses ont été faites et beaucoup de choses sont en train de se faire, il me reste à ajouter que beaucoup sont encore à venir. Il va de soi que Madame le Secrétaire d'Etat et moi-même entendons faire aussi bien que par le passé et même davantage en imprimant une nouvelle dynamique à la vie du Département dont le Chef de l'Etat nous a confié le portefeuille. A cet égard, je ne saurais trop mettre en exergue le propos du Chef de l'Etat, dans son récent message à la Nation, (je cite) « Je pense que, dans le passé, l'action gouvernementale a souffert d'un déficit d'esprit d'entreprise et que l'administration a péché par immobilisme. Nous devons venir à bout de cette inertie qui nous a fait tant de mal (...) et d'un autre ennemi sournois et redoutable, la corruption (...) qui est également responsable du retard dans la réalisation des projets indispensables au redressement (...) de notre pays ». Il ajoutait « il nous faut remettre en cause les comportements qui sont à l'origine de nos déficiences ou de nos échecs. Au premier rang d'entre eux, la recherche du profit personnel au détriment de l'intérêt général, lequel devrait pourtant être la règle d'or du service public. » (Fin de citation). Je ne saurais, chers collaborateurs dire plus clairement ce que le Chef de l'Etat, le Gouvernement et moi-même attendons de vous en matière de morale publique et d'éthique administrative Mesdames et Messieurs, Chers Collaborateurs, En plaçant son mandat sous le signe des Grandes Réalisations, le Chef de l'Etat a invité l'ensemble des Camerounais (et singulièrement les agents du service public) à faire montre de plus d'audace, de plus de créativité, de

plus d'innovation mais aussi de plus de rigueur. Et son engagement à résolument transformer le Cameroun en un chantier de l'émergence marque une étape décisive dans notre histoire socio-économique. Il me paraît donc nécessaire, pour que vous assuriez votre mission avec succès, que vous en mesuriez toute la portée et les effets sur notre pays, aussi bien sur le court que le long terme. Sachant que le Chef de l'Etat s'y est personnellement engagé et que vous-même êtes appelés à l'action pour relever le défi de l'émergence, il me semble indispensable de relever avec vous les grands principes de la politique que vous êtes appelés à mettre en œuvre et les objectifs du programme des « Grandes réalisations ». Je ne prétendrai pas ici à l'exhaustivité, me contentant d'un rappel de ceux qui interpellent notre secteur. Ainsi, au plan politique, il s'agira de poursuivre la mise en œuvre de la décentralisation par le transfert des compétences et des ressources de l'Etat vers les collectivités décentralisées. Il s'agira également de faire émerger une fonction publique locale débarrassée des pesanteurs qui affectent la fonction publique nationale ainsi que de renforcer la bonne gouvernance, dont celle des villes. Au plan économique, les « Grandes Réalisations » concerneront i) la mise en chantier d'un programme de grands projets structurants dans les domaines de l'énergie et des transports principalement, ii) la relance de l'agriculture et, iii) l'amélioration du cadre de vie des populations rurales avec l'intensification des programmes d'accès à l'eau potable et d'électrification. Elles viseront également la mise à disposition de tous les Camerounais d'un approvisionnement suffisant en électricité et en eau potable, comme préalable indispensable à l'instauration de conditions de vie et de santé acceptables. La structuration du secteur de l'habitat et l'accroissement de l'offre en logements sont également des priorités de l'action de l'Etat, le programme de construction de 10.000 logements sociaux devant être réactivé, en concertation avec le secteur privé ainsi que les autres partenaires nationaux et internationaux. Au plan social, le septennat qui débute sera centré, i) sur l'amélioration du système de santé publique, ii) sur le renforcement du système éducatif, iii) sur la promotion de la condition féminine ainsi que sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, toutes actions qui nous concernent au titre du développement social urbain. Mesdames et Messieurs, Chers Collaborateurs, Vaste programme !... pourrions-nous dire. Mais surtout programme qu'il nous revient de traduire sans délai en actions sectorielles, puisqu'en confirmant le rôle des villes en matière de